Décembre 2019

PCF
Paris 15

Privé, public, hôpitaux, éducation, impôts, transports…

Ensemble, faisons sauter le coup tordu de la « retraite par points » et faisons reculer toute la politique antisociale de Macron !

DES LUTTES DE PLUS EN PLUS CONSEQUENTES

Depuis quelques mois, la riposte des travailleurs à la politique de Macron s'élève en détermination et en organisation dans de nombreux secteurs. La colère devant les atteintes au pouvoir d'achat des salaires et des retraites, notamment via les hausses de l'énergie, n'a pas faibli. A l'hôpital public, dans l'éducation, aux impôts, dans l'industrie (Alstom/ Michelin…), l'agriculture, la grande distribution, les transports etc. le mouvement social vise directement, par la grève, le patronat, le capital et la politique au service des profits et des plus riches.

La politique Macron, sa méthode « en même temps », sont à la peine. Sa feuille de route de casse structurelle des acquis sociaux et démocratiques (sécurité sociale, services publics, droit du travail, assurance chômage,), en coordination avec l'UE, est de plus en plus contestée. Pour l'instant encore, à la crise des urgences et de l'hôpital public, Buzyn se permet de répondre par une remise en cause du statut et des cadeaux au privé. A la révolte de l'école et du lycée, à la casse du bac, Blanquer répond répression à moyens constants. Des provocations !

LA NOUVELLE CONTRE-REFORME DES RETRAITES, « PAR POINTS », EST LE POINT DE CONVERGENCE NATUREL pour faire reculer toute la politique du pouvoir. Le gouvernement le sait. Il patauge. Il reporte de 6 moins en 6 mois sa réforme. Il refuse de dévoiler son projet de loi. Il laisse ses ministres se contredire pour ménager les ambiguïtés. Il tente de dresser les catégories, selon les âges, les secteurs, les unes contre les autres, dans une perspective de la négociation corporatiste de « compensations », de moindres reculs. La « com' » de Macron est lamentable. Un coup, il brandit une exigence « d'équité », le lendemain, une exigence « de comblement du déficit ».

Il faut faire sauter dans l'œuf le projet de retraite par points. Peu importent les aménagements, l'essentiel est inacceptable pour tous les travailleurs. Notons qu'aucune organisation, ou presque (un syndicat qui négocie le poids des chaînes...), même pas la droite parlementaire ne soutient la « retraite par points », tellement ses objectifs néfastes sont évidents.

La retraite par points, c'est l'intégration de toutes les mauvaises périodes de la vie professionnelle (chômage, temps partiel, précarité) pour abaisser la pension de départ, au lieu, dans le privé, des 25 meilleures années de cotisation.

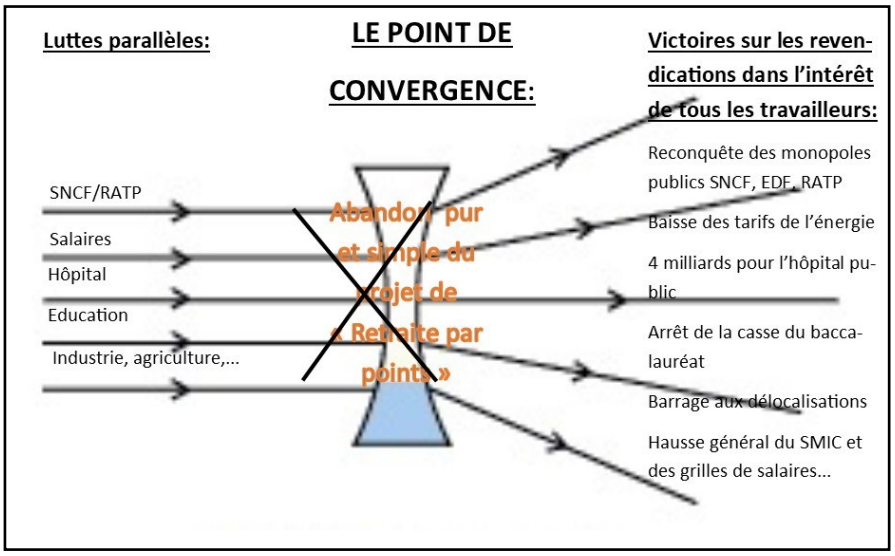
La retraite par points, intégrant régime général et complémentaires, fonctionnaires et régimes « spéciaux », c'est couper la référence aux salaires, aux annuités de, rompre la solidarité avec les actifs. Le but évident du pouvoir est de se donner les moyens de baisser, d'un coup, toutes les retraites : en cas de crise à la « grecque », avec les points, **il n'y aurait plus qu'à appuyer sur un bouton pour léser de 10% ou de 20% tous les retraités, au nom d'une crise financière…**

La retraite par points, c'est aussi un coin enfoncé dans le statut de la fonction publique, référence sociale pour l'ensemble du monde du travail. Les fonctionnaires, les enseignants notamment, ont bien raison de ne rien croire des boniments des ministres Blanquer, Buzyn, Darmanin et Dussopt.

Macron va-t-il s'enferrer comme de Villepin sur le CPE en 2006 ? Ses plus hauts conseillers le redoutent tant Macron ne comprend rien de la langue du peuple. Pour l'instant, le président des riches joue à fond sur la division et la diversion.

Le gouvernement, mauvais joueur, refuse d'abattre ses cartes sur les retraites. Le flou entretient le soupçon. Macron escompte que le mouvement, lancé le 5 décembre, en particulier par les cheminots SNCF et les agents de la RATP passe pour

…/…



« corporatiste ». Il vaut isoler, régler à part et en amont, le cas des « locomotives » des luttes sociales. Ce calcul peut et doit être mis en échec.

SOUTIEN TOTAL AUX AGENTS DE LA SNCF ET DE LA RATP DANS LEUR DOUBLE-BATAILLE !

A partir du 5 décembre, les agents de la SNCF et de la RATP ripostent à plusieurs attaques « en même temps » : la retraite par points mais aussi le dernier volet de la « réforme ferroviaire », l'application de la loi « Mobilités », qui livrent à la concurrence les réseaux SNCF et RATP. Les PDG exercent un chantage à l'aménagement « social » de la liquidation des monopoles publics historiques. Dans leurs luttes pour le service public, les agents de la SNCF et de la RATP refusent les arrangements partiels et illusoires qui les isoleraient de l'opinion, des usagers, des autres travailleurs dans la défense du service public et détruiraient encore leurs conditions d'exercice du service public.

Soutenons les locomotives de la lutte sociale ! NI RETRAITE PAR POINTS, NI ACCEPTATION DE LA FIN DES MONOPOLES PUBLICS !

L'accident dans les Ardennes, le 16 octobre, aurait pu être tragique, à cause de la suppression du poste de contrôleur et sans l'action héroïque du conducteur de train. Il a marqué la gravité, en termes de service, de sécurité, de la privatisation en marche. Les cheminots ont réagi spontanément avec la CGT. *La force de l'immense mobilisation contre la « réforme ferroviaire » de 2018 n'est pas éteinte.* Le gouvernement a su jouer du calendrier de grève mais n'a pas gagné sur le fond. Depuis, 18 mois de dégâts sont passés qui renforcent la solidarité des usagers (de certains élus ?). Pour la RATP, la dégradation de la sécurité des bus éclate au grand jour. Dès 2023, la région et la ville de Paris laisseraient le « marché » au privé ? Dans RATP, P, signifie « parisien » et R, « régie », nationalisée en 1948 ! Rappelons-le!

Peureusement, Macron met en sourdine l'une de ses plus graves mesures: la scission-privatisation d'EDF. Le projet, bouclé, devait passer avant la fin 2019. Il est reporté d'au moins 6 mois. Il s'agit évidemment d'éviter la même protestation que contre la hausse des carburants, alors que des augmentations de l'électricité pourraient aller jusqu'à +50% ou 70%. Il s'agit, par rapport à la RATP et la SNCF, de ne pas laisser voir comment des arrangements partiels et provisoires conduisent au pire pour les droits sociaux et le service public***. PETITION EN LIGNE: https://edf-stop-scission-privatisation.fr/***

LES DIVERSIONS (RATEES) DE MACRON

Les médias aux ordres s'efforcent de diluer les enjeux des batailles sociales. Au nom des évolutions du climat, il faudrait accepter tous les prélèvements et toutes les taxes au profit du « capitalisme vert ». Cela ne prend pas beaucoup. Depuis septembre, Macron, Buzyn, Blanquer, maintenant le Monsieur retraites Delevoye renvoient l'opinion vers la question de l'immigration, que ce soit sur l'école, les retraites. La méthode politicienne est éculée. Pour nous, il n'y a pas à mesurer l'apport « économique » des immigrés que l'impérialisme et les trafiquants de main-d'œuvre déplacent ! **Travailleurs français, issus de l'immigration ou immigrés en France, avec nos différences, nous sommes tous du même côté de la barricade !**

Le système Macron veut enfermer l'alternative entre LREM et le RN. A droite, comme dans d'autres pays, des ponts sont lancés entre partis institutionnels et partis issus de l'extrême-droite. A gauche, la social-démocratie de collaboration tente de se reformer, sous le signe de la soumission à l'UE du capital. Dans la bataille qui commence pour les retraites, **communistes, nous ne rejetons tout dérivatif politicien vers une nouvelle « union de la gauche » avec ceux qui ont systématiquement détruit, sous Rocard, sous Jospin, sous Hollande, le financement solidaire de notre système de retraite par répartition.**

L'ALTERNATIVE POLITIQUE : CE N'EST (PAS ENCORE) LA REVOLUTION, CE N'EST (JAMAIS) LA RECONSTITUTION D'UNE ILLUSION ELECTORALE SOCIAL-DEMOCRATE ET UNE UNION DE LA GAUCHE DE COLLABORATION. L'ALTERNATIVE POLITIQUE PART DE LA VICTOIRE DE LA LUTTE SUR LES REVENDICATIONS !

COMMUNISTES, NOUS SOUTENONS ET PORTONS CES REVENDICATIONS: Le RETRAIT DE TOUT PROJET DE RETRAITE PAR POINTS. Nous nous battons pour la retraite à 60 ans, complète avec 37,5 annuités. Ces paramètres correspondent à la réalité des carrières et posent le lien essentiel, solidaire, entre travailleurs actifs et retraités. Le financement doit se faire par la fin des exonérations et autres cadeaux au patronat (CICE) qui pèsent plus de 60 milliards d'euros par an. / **Un plan d'urgence pour l'hôpital public** avec suspension de toutes les fermetures de services et d'hôpitaux, avec 4 milliards d'euros immédiatement en 2020 pour la revalorisation des professions, l'embauche, l'investissement./ **La défense et la reconquête des monopole publiques SNCF-RATP-EDF/ Le retrait du plan Darmanin** de saccage des services des Finances Publiques/ **Le retrait des projets Riester** contre Radio-France et France-TV/ **L'abandon des réformes inégalitaires du baccalauréat et du lycée/** Des moyens pour les écoles/ le maintien des APL et de toutes les aides sociales spécifiques que le projet de « revenu universel » veut écraser: **L'annulation de la réforme-étatisation de l'assurance chômage/ La sortie de la France de l'OTAN et la basse des dépenses militaires etc. FACE AU « EN MÊME TEMPS: LE TOUS ENSEMBLE! »**

Organisez votre colère, faites le choix de la lutte, adhérez !

Nom : ……..…….. Prénom : ……..……

Adresse : ……..

Téléphone : …… Mail : ……

PCF Paris 15ème, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS — 01 48 28 60 05 — pcfparis15@orange.fr — www.pcf-paris15.fr

REDONNONS SA RAISON D'ÊTRE AU PCF